



CHAPITRE 130

Loi des abus préjudiciables à l'agriculture

SECTION I

DISPOSITION DÉCLARATOIRE

Conseils
municipaux.

1. La présente loi n'affecte en rien les pouvoirs et les devoirs des conseils municipaux, locaux, ou de comté, sauf lorsqu'une disposition de cette loi le déclare expressément. S. R. 1941, c. 139, a. 2.

SECTION II

DE LA VIOLATION DE PROPRIÉTÉS ET DES DOMMAGES QUI Y SONT CAUSÉS

Violation
de propriété.

2. Excepté dans l'exercice de quelque devoir imposé par la loi, personne ne doit entrer ni passer sur les terrains et sur les grèves ou battures appartenant à quelque personne, corps ou corporation, sans la permission du propriétaire ou de son représentant, sous peine d'une amende de pas moins de cinq à cent dollars.

Amende.

Cours
d'eau.

Il est néanmoins permis de faire usage des rivières ou cours d'eau, lacs, étangs ou ruisseaux dans lesquels une ou plusieurs personnes sont intéressées ou obligées, ainsi que de leurs rives, pour le transport de toute espèce de bois, pour la conduite des bateaux, bacs et canots; à la charge cependant de réparer aussitôt les dommages résultant de l'exercice de ce droit, ainsi que les clôtures, égouts ou fossés qui ont été endommagés. S. R. 1941, c. 139, a. 3 (*partie*); 10-11 Eliz. II, c. 33, a. 1.

Arresta-
tion.

3. Le propriétaire, ou son représentant, ou son serviteur, peut arrêter, sans man-

CHAPTER 130

Agricultural Abuses Act

DIVISION I

DECLARATORY

1. This act shall not in any manner affect the powers and duties of municipal councils, whether local or county, except insofar as expressly enacted by one of the provisions thereof. R. S. 1941, c. 139, s. 2.

Municipal
councils.

DIVISION II

TRESPASS ON THE PROPERTY OF OTHERS AND DAMAGE CAUSED THERETO

2. Except in the discharge of any duty imposed by law, no person shall enter upon or pass over the land or beach land belonging to any person or corporation, without permission of the owner or his representative, under penalty of a fine of not less than five to one hundred dollars.

Tres-
passing.

Fine.

It shall be lawful, nevertheless, to make use of any river or watercourse, lake, pond or stream in which or to the maintenance of which one or more persons are interested or bound, and the banks thereof, for the conveyance of all kinds of lumber, and for the passage of all boats, ferries and canoes, subject to the charge of repairing, as soon as possible, all damages resulting from the exercise of such right, and all fences, drains or ditches damaged. R. S. 1941, c. 139, s. 3 (*part*); 10-11 Eliz. II, c. 33, s. 1.

Water-
courses.

3. The owner, or his representative or servant, may arrest without warrant any

Arrest.

dat, toute personne sur le fait de contravention à l'article 2, et l'amener ou la faire amener immédiatement devant un juge de paix. S. R. 1941, c. 139, a. 3 (*Partie*).

person in the act of contravening section 2, and bring him or cause him to be brought forthwith before a justice of the peace. R. S. 1941, c. 139, s. 3 (*part.*)

Dom-
mages à la
propriété.

4. 1. Toute personne qui, sur un terrain ou sur une grève ou batture appartenant à quelque personne, corps ou corporation, laisse une barrière ouverte, abat, coupe, brise, enlève ou endommage une clôture; coupe ou détruit quelque haie; coupe, écrase, abat, enlève ou endommage un arbre, un arbruisseau ou une plante; enlève une embarcation, un bac ou un bateau des bords d'une rivière ou autre lieu, y brûle ou enlève du bois, pendant le jour, encourt une amende de pas moins d'un ni de plus de six dollars; si la même faute est commise pendant la nuit, l'amende est double, et dans l'un et l'autre cas la personne qui la commet peut aussi être condamnée aux dommages.

4. (1) Whosoever, during the day, upon the land or beach belonging to any other person or corporation, leaves any gate open, takes down, cuts, breaks, removes or damages any fence, cuts or destroys any hedge, cuts, shatters, breaks down, removes or damages any tree, shrub or plant, removes any canoe, craft, ferry or boat from the bank of any river or other place, or burns or removes from such property any wood, shall incur a penalty of not less than one nor more than six dollars; and, if such offence be committed during the night, the penalty shall be doubled; and, in either case, the offender may be also condemned to pay damages. Damaging property.

Enlève-
ment de
clôtures.

2. Toute personne qui abat ou enlève partie d'une clôture ou qui est trouvée sur une terre, une grève ou une batture, sur un grand chemin ou une route, ayant en sa possession partie des matériaux d'une clôture, peut être arrêtée sans mandat, soit par le propriétaire ou quelqu'un de ses employés, ou par toute personne qui a connaissance de l'infraction, et être traduite devant un juge de paix, lequel peut l'emprisonner, jusqu'à plus ample examen, pendant un temps n'excédant pas vingt-quatre heures, ou l'admettre à caution si elle en peut fournir à sa satisfaction.

(2) Any person who has pulled down or removed any part of a fence, or who is found upon any land, beach land, shoal, highway or road having in his possession any part of the materials of any fence, may be arrested without warrant, either by the owner or one of his servants, or by any person cognizant of the offence, and brought before any justice of the peace, who may imprison him, with a view to further examination, for any term of not more than twenty-four hours, or admit him to bail if he can furnish it to his satisfaction. Pulling down fence.

Arrange-
ment.

3. La personne ainsi arrêtée peut, cependant, prendre arrangement avec le propriétaire ou le plaignant, et être déchargée après que tous les frais, dommages et amendes encourus jusqu'alors ont été payés. S. R. 1941, c. 139, a. 4.

(3) The person so arrested may, however, arrange with the owner or complainant, and may be discharged upon payment of all costs, damages and penalties therebefore incurred. R. S. 1941, c. 139, s. 4. Settle-
ment.

Possession
illégal
de bois.

5. 1. Toute personne trouvée soit dans une forêt réservée principalement pour le bois de chauffage, ou pour y faire du sucre, ou pour d'autres fins, ou sur un chemin dans le voisinage de telle forêt, ayant en sa possession quelque arbre ou partie d'arbre, qui, sur interrogatoire par la personne qui a droit de propriété, dans cette forêt ou dans une de ses parties, qu'elle soit divisée ou non, ou qui a le droit d'y couper du bois, ou par quelqu'un agissant au

5. (1) Any person found, either in a forest reserved chiefly for fire-wood or for the making of sugar or for other purposes, or on any road in its vicinity, and having in his possession any tree or part of a tree, who, on being thereunto required by any person having a right of ownership or the right to cut wood in any such forest or in any part thereof, whether divided or undivided, or by any one acting on behalf of such person, or by any keeper of such Possession of tree.

nom de cette personne, ou par le garde de la forêt ou d'une de ses parties, refuse de rendre compte d'une manière satisfaisante du fait qu'elle est devenue en possession de cet arbre ou partie d'arbre, peut être amenée par la personne qui l'a interrogée, devant tout juge de paix; et si cette personne ne justifie pas devant lui de la légalité de sa possession de cet arbre ou partie d'arbre, elle encourt et paye, sur conviction devant ce juge de paix, en sus de la valeur de tel arbre ou partie d'arbre ainsi trouvé, une somme n'excédant pas vingt-cinq dollars. S. R. 1941, c. 139, a. 5; 10-11 Eliz. II, c. 33, a. 2.

Peine. forest or of any part thereof, refuses to satisfactorily explain how he became possessed of any such tree or part of a tree, may be brought, by the party interrogating him, before any justice of the peace; and if such person do not satisfy the justice that he came lawfully by the said tree or part of a tree, he shall, on conviction by such justice, forfeit and pay, over and above the value of such tree or part of a tree so found, any sum of not more than twenty-five dollars. R. S. 1941, c. 139, a. 5; 10-11 Eliz. II, c. 33, s. 2. **Penalty.**

SECTION III

DES NUISANCES SUR LE TERRAIN D'AUTRUI

Halage de bois.

6. 1. Si du bois de construction, ou autre bois de quelque espèce que ce soit, est transporté, d'une manière ou d'une autre, sur le terrain ou sur les grèves voisines des lacs ou des rivières flottables et navigables, et y reste jusqu'au premier jour de juin, le possesseur ou l'occupant de ce terrain ou de ces grèves peut alors le faire haler et le faire mettre en lieu de sûreté.

Avis.

2. Ce possesseur ou occupant doit alors donner avis public, conformément au Code municipal, que ce bois (désignant l'espèce de bois et les marques qu'il porte), a été trouvé sur son terrain ou sa grève, qu'il est en tel endroit, et que si les dépenses faites pour la publication de l'avis et pour le haler jusqu'à cet endroit, ainsi que les dommages, s'il y en a, ne sont pas payés avant tel jour et avant la vente, ce bois sera vendu publiquement, par l'inspecteur de voirie ou l'inspecteur agraire, au plus haut enchérisseur.

Vente.

Produit.

3. Le produit de la vente sert à payer les dépenses et dommages qu'a occasionnés ce bois, et, s'il y a du surplus, il est remis au secrétaire-trésorier de la municipalité où le bois a été trouvé, et s'il n'existe pas de semblable municipalité, au secrétaire-trésorier de la municipalité de comté, et il forme partie des fonds de cette municipalité, si dans le courant d'une année du jour de la vente le surplus provenant de cette vente n'est pas réclamé

DIVISION III

OBSTRUCTIONS UPON LANDS

6. (1) If timber or wood of any kind be carried in any manner whatever upon the beach of any lake or floatable or navigable stream, or upon the land adjoining, and remain there until the 1st of June, the owner or occupant of such land or beach may then cause such timber to be hauled up and deposited in a place of safety.

Hauling timber.

(2) Such owner or occupant shall then give public notice, in accordance with the provisions of the Municipal Code, that such timber (describing the same and any marks thereon) has been found upon his land or beach, that it is in such a place, and that if the expenses incurred for the publication of the notice and in hauling the timber to such place, and the damages, if any, are not paid before such a day and before the sale such timber will be publicly sold by the road or rural inspector to the highest bidder.

Notice.

(3) The proceeds of the sale shall be applied to the payment of all expenses and damages occasioned by such timber, and if there be any surplus, it shall be handed over to the secretary-treasurer of the municipality in which the timber was found, and, if there be no such municipality, then to the secretary-treasurer of the county municipality, to form part of its funds, if, within one year from the sale of such timber, the surplus arising from

Sale.

Proceeds.

par le propriétaire du bois ou par son représentant. S. R. 1941, c. 139, a. 6.

such be not claimed by the owner of the timber or his representative. R. S. 1941, c. 139, s. 6.

SECTION IV

DES MAUVAISES HERBES

Règle-
ments.

7. 1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre de l'agriculture et de la colonisation, faire de temps à autre, des règlements:

a) Pour désigner quelles plantes sont considérées comme mauvaises herbes;

b) Pour nommer un inspecteur général et les autres officiers nécessaires à la mise à exécution de la présente section et pourvoir à leur rémunération;

c) Pour toutes autres fins se rapportant à cette mise à exécution.

Ces règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Destruc-
tion des
mauvaises
herbes.

2. À compter de la date de la publication des règlements ci-dessus mentionnés, tout propriétaire, occupant ou exploitant d'une terre, d'un terrain ou d'un lot cultivé ou non, que ce propriétaire, occupant ou exploitant, y réside ou non, doit détruire les mauvaises herbes considérées comme telles par l'arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, avant la maturité de leurs graines.

Inspec-
teurs.

3. Toute corporation municipale peut, et, sur demande écrite de vingt-cinq contribuables cultivateurs, doit nommer avant le premier mai de chaque année, un ou plusieurs inspecteurs chargés de l'application de la présente section dans les limites de la municipalité.

Avis.

4. Si le propriétaire, l'occupant, l'exploitant, résidant ou non résidant comme susdit, néglige ou refuse de se conformer aux prescriptions de la présente section, il est du devoir de l'inspecteur de l'avertir par avis spécial écrit d'avoir à s'y conformer dans les huit jours de l'avis.

Destruc-
tion par
l'inspec-
teur.

Si, à l'expiration du délai, la personne ainsi avisée ne s'est pas conformée aux exigences de la présente section, l'inspecteur a le droit de détruire lui-même ou de faire détruire par une autre personne lesdites mauvaises herbes aux dépens de cette personne, recouvrables par la corporation municipale, de la même manière

DIVISION IV

NOXIOUS WEEDS

7. (1) The Lieutenant-Governor in Council, on the recommendation of the Minister of Agriculture and Colonization, may, from time to time, make regulations:

(a) To declare what plants shall be considered as noxious weeds;

(b) To appoint an inspector-general and the other officers necessary for the carrying out of this Division and to provide for their remuneration;

(c) For any other purpose connected with the carrying out of this Division.

Such regulations shall come into force from the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*.

(2) From the date of the publication of the above-mentioned regulations, every owner, occupant or person operating any land, ground or lot, whether cultivated or not, and whether such owner, occupant or person operating same reside thereon or not, shall destroy the noxious weeds considered as such by the order of the Lieutenant-Governor in Council, before the seed ripens.

(3) Every municipal corporation may, and, upon the demand in writing of twenty-five rate-payers who are farmers, shall appoint, before the first of May in each year, one or more inspectors charged with the enforcement of this Division within the limits of the municipality.

(4) If the owner, occupant or person operating, whether resident or not, as aforesaid, neglects or refuses to comply with the provisions of this Division, it shall be the duty of the inspector to give him special notice in writing to comply therewith within eight days thereafter.

If, at the expiration of the delay, the person so notified has not complied with the requirements of this Division, the inspector shall himself have the right to destroy the said noxious weeds or cause them to be destroyed by another, at the expense of such person, recoverable by the municipal corporation in the same

Regula-
tions.Destroy-
ing
noxious
weeds.Inspec-
tors.

Notice.

Destruc-
tion by
inspector.

que les taxes municipales ordinaires. S. R. 1941, c. 139, a. 7.

manner as ordinary municipal taxes. R. S. 1941, c. 139, s. 7.

Contenu
de l'avis.

8. L'avis ci-dessus mentionné doit énoncer d'une manière intelligible l'objet proposé et porter la date à laquelle il est émis, avec mention de la qualité officielle du signataire. Cette mention fait preuve de cette qualité sans qu'il soit nécessaire de la prouver. S. R. 1941, c. 139, a. 8.

8. The above-mentioned notice shall clearly set forth the purport thereof and bear the date of its issue, and mention the official capacity of the signer. Such mention shall be proof of the said capacity without its being necessary to prove same. R. S. 1941, c. 139, s. 8.

Contents
of notice.

SECTION V

DES CHIENS

Obligations des propriétaires de chiens

Déclaration.

9. Sauf dans les territoires non organisés, le propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien, doit, dans les huit jours de l'acquisition, le déclarer au secrétaire-trésorier ou trésorier de la municipalité.

9. Except in territories not organized, the owner, possessor or custodian of a dog shall, within eight days after its acquisition, furnish a declaration thereof to the secretary-treasurer or treasurer of the municipality.

Declaration.

Contenu.

La déclaration doit énoncer les nom, prénoms, occupation et domicile du détenteur et toutes les indications requises pour établir l'identité de chaque chien, de même que tous autres renseignements exigés par les règlements municipaux. S. R. 1941, c. 139, a. 9.

The declaration shall set forth the surname, Christian names, occupation and domicile of the keeper and all particulars necessary to establish the identity of each dog, as well as any other information required by the municipal by-laws. R. S. 1941, c. 139, s. 9.

Contents.

Permis.

10. Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans le territoire d'une municipalité sans un permis de cette dernière sous forme d'un jeton spécial d'identité attaché à ce chien. Ce permis ne doit être accordé par aucune municipalité pour un chien vicieux ou dangereux, pouvant étrangler les animaux de ferme. S. R. 1941, c. 139, a. 10.

10. The owner, the possessor or the custodian of a dog is forbidden to let it wander in the territory of any municipality without a license from the latter in the form of a special identity tag attached to such dog. Such license shall not be granted by any municipality for a vicious or dangerous dog which might strangle farm animals. R. S. 1941, c. 139, s. 10.

License.

Territoire
non or-
ganisé.

11. Il est interdit au propriétaire, possesseur ou gardien d'un chien de le laisser errer dans un territoire non organisé, entre le premier mai et le quinze décembre. S. R. 1941, c. 139, a. 11.

11. Every owner, possessor or custodian of a dog is forbidden to allow it to wander in territory which is not organized, between the first of May and the fifteenth of December. R. S. 1941, c. 139, s. 11.

Unor-
ganized
territory.

Chien
abattu.

12. Toute personne peut abattre un chien trouvé errant en contravention à l'article précédent. S. R. 1941, c. 139, a. 12.

12. Any person may destroy a dog found wandering in violation of the provisions of the previous section. R. S. 1941, c. 139, s. 12.

Destruc-
tion of
dog.

Devoirs des municipalités

Prévention des dommages.

13. Toute corporation municipale doit, par une réglementation de surveillance convenables, prévenir les dommages que les chiens errants peuvent causer. S. R. 1941, c. 139, a. 13.

Observance de la loi.

14. Toute corporation municipale est spécialement tenue de surveiller l'observance de la présente section; ses officiers et employés doivent rechercher et poursuivre toute infraction et enfermer ou abattre tout chien errant contrairement aux dispositions ci-dessus ou aux règlements municipaux. S. R. 1941, c. 139, a. 14.

Responsabilité des municipalités

Dommages.

15. Toute corporation municipale est responsable des dommages causés par les chiens aux moutons ou autres animaux de ferme dans son territoire.

Indemnité.

L'indemnité est restreinte aux trois quarts des dommages causés, à moins qu'ils ne soient imputables à la négligence de la corporation.

Exception.

Aucune indemnité n'est due pour les dommages subis par des animaux errant sur la voie publique ou causés par un chien qui appartient au propriétaire ou gardien des animaux blessés ou que ce dernier laisse circuler sur sa ferme. S. R. 1941, c. 139, a. 15.

Avis de réclamation.

16. Avis écrit de toute réclamation en vertu de l'article précédent doit être donné au secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité dans les six jours. Le défaut d'avis ne prive pas le réclamant de son recours s'il prouve qu'il a été empêché de le donner par des raisons suffisantes. S. R. 1941, c. 139, a. 16.

Estimateurs.

17. Les dommages sont évalués sans retard par un ou plusieurs estimateurs nommés par la corporation municipale. Ces estimateurs doivent déposer leur rapport au bureau de la corporation et cette dernière doit en transmettre sans délai une copie au réclamant. Celui-ci peut, dans les huit jours de la notification de ce dé-

Objection. pôt, porter objection à la décision rendue

Duties of Municipalities

13. Every municipal corporation shall, by suitable regulations and supervision, prevent the damages which stray dogs may cause. R. S. 1941, c. 139, s. 13.

Preventing damages.

14. Every municipal corporation is specially obliged to see that the provisions of this division are observed; its officers and employees shall seek out and prosecute any violation and shall lock up or destroy any dog wandering contrary to the above provisions or to the municipal by-laws. R. S. 1941, c. 139, s. 14.

Enforcing law.

Responsibility of Municipalities

15. Every municipal corporation shall be responsible for the damages caused by dogs to sheep or other farm animals within its territory.

Damages.

The indemnity shall be limited to three-fourths of the damages caused, unless they be imputable to the negligence of the corporation.

Indemnity.

No indemnity shall be due for damages suffered by animals wandering on the public road or caused by a dog belonging to the owner or custodian of the injured animals or which he allows to roam over his farm. R. S. 1941, c. 139, s. 15.

Exception.

16. A written notice of every claim under the preceding section shall be given to the secretary-treasurer or clerk of the municipality within six days. Failure to give such notice shall not deprive the claimant of his recourse if he proves that he has been prevented, for sufficient reason, from giving it. R. S. 1941, c. 139, s. 16.

Notice of claim.

17. The damages shall be valued without delay by one or more appraisers appointed by the municipal corporation. Such appraisers shall deposit their report in the office of the corporation and the corporation shall transmit without delay a copy thereof to the claimant. The latter may, within eight days of the notification of such deposit, file an objection to the

Appraisers.

Objection

au moyen d'une requête déposée au bureau de la corporation et accompagnée d'un cautionnement de dix dollars. Il lui est donné récépissé de ce cautionnement.

decision which has been rendered, by means of a petition deposited in the office of the corporation and accompanied by security in the sum of ten dollars. A receipt shall be given to him for such security.

Arbitrage. La requête est soumise à trois arbitres, dont l'un est désigné par la corporation municipale, un autre par le réclamant et le troisième par les deux premiers ou, s'ils ne s'entendent pas, par un juge de district, à la demande de l'un des intéressés. Les arbitres se prononcent à la majorité des voix, au moyen d'un certificat déposé au bureau de la corporation.

The petition shall be submitted to three arbitrators, one of whom shall be appointed by the municipal corporation, another by the claimant and the third by the two first named or, if they should not agree, a district judge at the request of one of the interested parties. The arbitrators shall render their decision by a majority vote by means of a certificate deposited in the office of the corporation.

Pas d'appel. Cette décision est finale et sans appel.

Such decision shall be final and without appeal.

Frais. Les frais d'arbitrage sont payés par la corporation, mais le cautionnement de dix dollars susmentionné est confisqué au profit de la corporation dans le cas où l'évaluation des dommages faite par les arbitres ne dépasse pas celle des estimateurs de plus de dix pour cent. S. R. 1941, c. 139, a. 17; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 20.

The costs of arbitration shall be paid by the corporation, but the security of ten dollars above-mentioned shall be confiscated for the benefit of the corporation in the case where the valuation of the damages made by the arbitrators does not exceed that of the appraisers by more than ten per cent. R. S. 1941, c. 139, s. 17; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 20.

Poursuite. 18. Si une corporation municipale ne nomme pas d'estimateurs, si ces derniers ne produisent pas de rapport dans le mois qui suit la réception de l'avis, si la corporation municipale ne désigne pas d'arbitre ou si les arbitres nommés ne rendent pas leur décision dans le même délai, le réclamant peut, dans les trois mois, prendre action devant un tribunal civil compétent. S. R. 1941, c. 139, a. 18.

18. If a municipal corporation does not appoint appraisers, if the latter make no report within the month following the receipt of the notice, if the municipal corporation does not name an arbitrator or if the arbitrators appointed do not give their decision within the same delay, the claimant may, within three months, enter suit before a civil court of competent jurisdiction. R. S. 1941, c. 139, s. 18.

Recours de la corporation. 19. La corporation responsable a recours, en remboursant des indemnités et des frais d'expertise et d'arbitrage qu'elle a été appelée à payer en vertu de la présente loi, à la suite des dommages causés par un chien, contre toute personne civilement responsable de ces dommages.

19. The corporation responsible shall have a recourse for the reimbursement of the indemnities and valuation and arbitration costs which it has been called upon to pay pursuant to this act, as the result of damages caused by a dog, against any person civilly responsible for such damages.

Idem. Dans le cas de dommages causés par un chien gardé en dehors de la municipalité, le même recours peut être exercé contre la corporation locale dans le territoire de laquelle ce chien est gardé, sauf à cette dernière le droit d'exercer le recours prévu ci-dessus. S. R. 1941, c. 139, a. 19.

Where damages are caused by a dog kept out of the municipality, the same recourse may be had against the local corporation in whose territory such dog is kept, saving the latter's right to exercise the recourse hereinabove provided for. R. S. 1941, c. 139, s. 19.

Fonds spécial.

20. Toute corporation municipale doit, pour faire face au paiement des indemnités et aux autres dépenses prévues par la présente section, constituer un fonds spécial au moyen d'une taxe annuelle imposée sur chaque chien gardé dans les limites de la municipalité, et de l'honoraire qu'elle peut fixer pour émettre le permis prévu à l'article 10. Les amendes, cautionnements et autres sommes perçues en vertu de la présente section, sont également versées à ce fonds.

Taxe.

Surplus.

Après l'expiration de chaque année financière, le conseil peut, par résolution, transporter au fonds général le surplus qui peut rester au fonds spécial après avoir fait provision pour toute réclamation ou dépense non réglée.

Déficit.

Si le fonds est insuffisant, la corporation doit parfaire à même ses fonds généraux et imposer, pour rembourser les sommes ainsi prélevées des fonds généraux, une taxe spéciale suffisante sur les chiens gardés dans la municipalité.

Catégories de chiens.

Pour l'imposition de tels taxes ou permis, la corporation municipale peut distinguer diverses catégories de chiens et imposer des taxes et permis différents pour chaque catégorie à raison de la race, de la taille, de l'âge, du sexe ou de la valeur du chien. S. R. 1941, c. 139, a. 20.

20. Every municipal corporation, in order to meet the payment of the indemnities and other expenses contemplated by this division, shall establish a special fund by means of an annual tax imposed upon each dog kept within the limits of the municipality, and of the fee it may fix for issuing the license provided for in section 10. The fines, deposits and other sums collected pursuant to this division shall also form part of this fund.

Special fund.

Tax.

Surplus.

At the expiration of each financial year, the council may, by resolution, transfer to the general fund the surplus remaining in the special fund after having provided for any unsettled claims or expenses.

If the fund be insufficient, the corporation shall make up the deficiency from its general funds and impose a special tax upon the dogs kept within the municipality sufficient to reimburse the sums so taken from the general funds.

Deficiency.

For the imposition of such taxes or licences, the municipal corporation may distinguish different categories of dogs, and impose different taxes and licenses for each category according to the breed, size, age, sex or value of the dog. R. S. 1941, c. 139, s. 20.

Categories of dogs.

Des contraventions

Amende.

21. Toute infraction aux dispositions de la présente section rend le délinquant passible, sur poursuite sommaire, d'une amende de cinq à vingt-cinq dollars et des frais. S. R. 1941, c. 139, a. 21.

Infringements

21. Every violation of the provisions of this Division shall render the offender liable, upon summary proceeding, to a fine of from five to twenty-five dollars and costs. R. S. 1941, c. 139, s. 21.

Fine.

SECTION VI

DES CHIENS VICIEUX

Plainte.

22. 1. Un juge de paix, sur plainte à lui faite qu'un chien est vicieux ou supposé attaqué d'hydrophobie, qu'il a l'habitude de courir sur les individus, ou sur les animaux, soit libres, soit attelés, hors de la propriété de son maître, peut, après avoir entendu les parties d'une manière sommaire, s'il est convaincu que la plainte est fondée, condamner avec dépens le propriétaire ou le possesseur de ce chien à le

Décision.

DIVISION VI

VICIOUS DOGS

22. (1) Any justice of the peace, upon a complaint made to him that a dog is vicious or supposed to be attacked by hydrophobia, or is in the habit of attacking persons, or animals at large or in harness, without the limits of its master's property, may, after hearing the parties in a summary manner, and, if convinced that the complaint is well founded, condemn the owner or person keeping such dog to cause

Complaint.

Decision.

faire enfermer pendant quarante jours, ou ordonner que ce chien soit tué.

Amende.

2. Si le propriétaire ou possesseur de ce chien le laisse libre, ou ne le tue pas, en contravention avec l'ordre du juge, il encourt une amende qui ne doit pas être plus d'un dollar par jour.

Chien abattu.

3. S'il est prouvé que ce chien a mordu quelque individu hors de la propriété de son maître, et qu'il est méchant, le juge de paix doit condamner le propriétaire ou le possesseur à le tuer.

Moutons étranglés.

4. Il est néanmoins permis de tuer un chien quand il n'est pas sur le terrain de son maître, si ce chien poursuit ou est réputé poursuivre et étrangler les moutons; ou de porter plainte devant un juge de paix, qui doit condamner le propriétaire à tuer ce chien et à payer les frais, sur le témoignage d'une personne digne de foi, sans préjudice du droit de réclamer les dommages causés par la perte des moutons. S. R. 1941, c. 139, a. 22.

it be confined for forty days, or may order such dog to be killed, with costs against such owner or person.

(2) If the owner or person keeping such dog permit it to go at large, or fail to kill it in contravention of the order of the justice, he shall be liable to a penalty of not more than one dollar per day. Penalty.

(3) If it be proved that the dog has bitten any person outside the limits of his master's property, and that the dog is vicious, the justice of the peace shall condemn the owner or person keeping it to kill it. Killing dog.

(4) It shall nevertheless be lawful to kill any dog which, without the limits of his master's property, pursues or is known to pursue and strangle sheep, or to make a complaint to a justice of the peace, who shall condemn the owner to kill such dog and to pay the costs, upon the testimony of one credible person, without prejudice to any claim for damages caused by the loss of the sheep. R. S. 1941, c. 139, s. 22. Dog killing sheep.

SECTION VII

DES ANIMAUX ATTEINTS DE MALADIES CONTAGIEUSES

Avis aux possesseurs.

23. Toute personne peut requérir, par avis spécial, tout propriétaire ou possesseur de moutons, ou autres animaux domestiques, atteints ou affectés de la gale ou d'une autre maladie contagieuse, d'enfermer et d'isoler ces moutons ou autres animaux.

Forme.

L'avis peut être signifié verbalement par le plaignant à ce propriétaire ou possesseur, en parlant à une personne raisonnable de la maison bâtie sur la terre où ces animaux se trouvent, ou au domicile de la personne qui les a pris en pacage en parlant à elle-même ou à une personne raisonnable de sa famille. S. R. 1941, c. 139, a. 23.

Refus d'enfermer.

24. Dans le cas de refus ou de négligence, un juge de paix peut, après l'avis donné, condamner le délinquant sur plainte appuyée du serment d'un témoin digne de foi autre que le plaignant, ou sur la confession de la partie poursuivie, à une amende de cinquante centins pour chaque jour de refus ou de négligence d'enfermer et d'isoler tout animal atteint ou affecté de

DIVISION VII

ANIMALS AFFECTED BY CONTAGIOUS DISEASES

23. Any person may, by special notice, call upon the owner of or the person keeping any sheep or other domestic animals, attacked or affected with scab or other contagious disease, to isolate and keep apart such sheep or other animals. Notice to owner.

Such notice may be given verbally to such owner or person by the complainant, by speaking to any reasonable person in any house built upon the land on which such animals are, or at the domicile of the person who has received such animals to pasture, by speaking to him personally, or to any reasonable member of his family. R. S. 1941, c. 139, s. 23. Form.

24. In case of refusal or neglect, a justice of the peace may, after notice given, condemn the offender, on complaint verified by the oath of one credible witness other than the complainant, or on the confession of the party prosecuted, to a fine of fifty cents for each day he shall so refuse or neglect to isolate or keep apart any such animal so affected with scab or Refusal to isolate. Fine.

la gale ou d'une autre maladie contagieuse, en sus des frais et des dépens encourus pour obtenir tel jugement; ce jugement est rendu d'une manière sommaire. S. R. 1941, c. 139, a. 24.

other contagious disease, in addition to the costs of obtaining such judgment; and every such judgment shall be rendered in a summary manner. R. S. 1941, c. 139, s. 24.

SECTION VIII

DES POURSUITES

Poursuites pour infractions. 25. Les poursuites pour infraction à la présente loi sont régies par la Loi des poursuites sommaires (chap. 35), y compris la deuxième partie. Les poursuites pour amendes ou dommages doivent être commencées dans les trois mois qui suivent l'infraction. S. R. 1941, c. 139, a. 25; 10-11 Eliz. II, c. 33, a. 3.

Amende. 26. L'amende pour contravention est de cinq à cent dollars lorsque le montant n'en est pas fixé. S. R. 1941, c. 139, a. 25; 10-11 Eliz. II, c. 33, a. 3.

DIVISION VIII

JUDICIAL PROCEEDINGS

25. Proceedings for offences against this act shall be governed by the Summary Convictions Act (Chap. 35), including Part II. Proceedings for fines or damages must be commenced within three months after the commission of the offence. R. S. 1941, c. 139, s. 25; 10-11 Eliz. II, c. 33, s. 3.

26. The fine for an offence shall be from five to one hundred dollars whenever the amount thereof is not fixed. R. S. 1941, c. 139, s. 25; 10-11 Eliz. II, c. 33, s. 3.